



# *Ville de Saint-Maurice*

*Val-de-Marne*

**ARRETE DU MAIRE**

**N° 2022-423**

## **AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER AU DROIT DES CHANTIERS COURANTS D'EXPLOITATION**

Le Maire de la Ville de Saint-Maurice, Vice-Président de Paris-Est Marne&Bois ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1, L.2213-2 et L. 2521-2 ;

VU le Code de la Route et ses décrets subséquents ;

VU le Code de la Route, articles L.325-1 à L.325-12, R.411-8, R.417-10, R.417-12 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU les délibérations du Conseil Municipal du 28 mai 2020 par lesquelles le Maire et les Maires-Adjointes sont élus ;

VU l'arrêté municipal n°2020-251 portant délégation de fonctions à Monsieur Philippe BOURDAJAUD, 1<sup>ER</sup> Maire-Adjoint chargé des bâtiments, de la vie scolaire, de la jeunesse et du jumelage ;

**CONSIDERANT** la demande de la société CDA sise 33 rue de Bellevue à COLOMBES 92700 relative à l'entretien et travaux neufs des bouches et poteaux d'incendie pour le compte de la Ville ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Jusqu'au 31 décembre 2022, les travaux relatifs à l'entretien et travaux neufs des bouches et poteaux d'incendie effectués par la société CDA nécessiteront au droit des chantiers courants :

- Une restriction de la circulation routière et piétonne,
- Une autorisation de stationnement au droit des chantiers.

**ARTICLE 2** : Pendant la durée de ces interventions, une signalisation sera mise en place par la société CDA aux endroits nécessaires pour informer les usagers de ces dispositions. La pose des panneaux sera assurée par la société CDA qui devra, en outre, prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité publique et notamment la présignalisation et le balisage, conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Pour des raisons de sécurité liées au bon déroulement des travaux d'une part, et afin de ne pas constituer une entrave à l'exécution de ceux-ci d'autre part, le non-respect de cette interdiction de stationnement sera assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R.417-10 du code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront retirés immédiatement de la

voie publique et mis en fourrière dans les conditions prévues à l'article L.325-1 à L.325-12 du Code de la Route.

**ARTICLE 4** : Conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal est délivrée à titre gratuit pour :

- Les services de la commune de Saint-Maurice ou de celui de l'EPT Paris Est Marne&Bois ;
- Les entreprises travaillant pour le compte de la commune de Saint-Maurice ou pour celui de l'EPT Paris Est Marne&Bois ;
- Les associations mauritiennes ou caritatives à but non lucratif ;
- Les services de secours, d'incendie ainsi que les forces de l'ordre.

**ARTICLE 5** : Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication dématérialisée d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun, territorialement compétent. Cette saisine juridictionnelle est aussi possible par voie dématérialisée, depuis l'application « Télérecours citoyen » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Maurice, étant précisé qu'il dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé de deux mois vaut décision implicite de rejet et elle pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

**ARTICLE 6** : Madame le Commandant Fonctionnel de Police de Charenton-le-Pont, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention, Monsieur le Directeur des Services techniques et la société CDA sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7** : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnement de Police de Charenton-le-Pont,
- Madame le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur des Services techniques,
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention,
- La société CDA.

Fait à Saint-Maurice, le 7 octobre 2022

Pour le Maire Igor SEMO  
L'adjoint délégué Philippe BOURDAJAUD  
Maire-Adjoint chargé des bâtiments, de la vie scolaire,  
de la jeunesse et du jumelage



### ACTE CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Transmission en Préfecture

le .....

Public ou notifié

le 7/10/2022

Pour le Maire par délégation

Le Directeur Général des Services

